

M. R.-A. PELLETIER (Rivière-de-la-Paix): Monsieur l'Orateur, au début de mes remarques, je tiens à féliciter le ministre du Revenu national (M. Ilsley) pour la clarté avec laquelle il a présenté son exposé budgétaire cet après-midi. Nous pouvons ajouter que nous regrettons vivement d'apprendre la maladie qui a forcé l'ancien ministre des Finances (M. Dunning) à démissionner. Les membres de notre groupe regrettent tout particulièrement que le Gouvernement ait à se voir privé de ses services en ce moment. Nous avons toujours reconnu la grande compétence et la sincérité de l'honorable député. Il a toujours fait preuve envers nous de la plus parfaite courtoisie. Je le répète, nous offrons nos sympathies au Gouvernement pour la perte des services de cet homme.

Tous les membres de la Chambre reconnaissent, j'en suis sûr, que ce n'est pas une tâche facile pour un Gouvernement ou pour quiconque de présenter un budget au pays en ce moment. Nous regrettons qu'une telle situation se soit présentée, mais nous admirons le courage manifesté par le ministre et nous espérons sincèrement être capables de lui offrir notre coopération. On nous a demandé depuis quelques jours, au cours de la présente session, d'accorder notre coopération au Gouvernement, et nous l'avons fait volontiers afin de hâter l'expédition des affaires de la Chambre dans la situation critique actuelle. Nous l'avons fait parce que l'intérêt du pays le commande. D'un autre côté, maintenant que la déclaration de guerre a été décidée et que nous avons voté les fonds nécessaires, nous croyons qu'il est bon de nous arrêter un moment pour réfléchir sur les importantes décisions que nous allons prendre.

L'honorable chef de l'opposition (M. Manion) a offert une si complète coopération au Gouvernement qu'il semble avoir abdiqué son poste de chef de l'opposition en cette Chambre. De fait, l'on pourrait fort bien appeler le gouvernement actuel un gouvernement d'union ou national. Il n'y a aucune nécessité, apparemment, de faire entrer dans le cabinet des députés de l'opposition lorsque le gouvernement jouit d'une collaboration aussi sincère de la part du chef de l'opposition. Nous ne sommes pas sans nous rendre compte des raisons qui ont poussé ce dernier à offrir sa coopération; il l'a fait uniquement pour aider le Gouvernement à cette heure critique. Cependant, nous sommes d'avis qu'une fois que celui-ci a reçu le pouvoir et l'autorisation d'agir, il n'est aucunement nécessaire de hâter indûment la discussion des problèmes qui influenceront non seulement sur la présente situation mais aussi sur la période de l'après-guerre.

Nous sommes très reconnaissants au premier ministre (M. Mackenzie King) d'avoir

bien voulu nous signifier ses vues sur la question des élections générales cette année. Il nous a laissé entendre clairement que le Parlement se réunirait encore une fois. C'est bien la façon d'agir la plus équitable, à mon sens, et je remercie le premier ministre d'avoir ainsi manifesté un esprit véritablement démocratique. Par conséquent, quelles que soient les mesures adoptées à l'avenir, nous aurons l'occasion de les discuter et de diriger l'opinion publique, étant donné qu'elles seront de nouveau présentées au Parlement avant que le peuple ne soit appelé à se prononcer.

Nous n'avons pas eu suffisamment de temps pour étudier en détail l'exposé budgétaire, et nous sommes tous plus ou moins dans la position où se trouvait cet après-midi l'honorable député de Kootenay-Est (M. Stevens). A part un examen général des points les plus saillants de cet exposé, il est impossible, à l'heure actuelle, d'en saisir pleinement les diverses dispositions et leurs effets sur le peuple canadien. D'autre part, nous nous rendons compte de la gravité de la situation actuelle et nous savons que ces mesures ont été présentées dans le seul but de la régler aussi efficacement que possible. Je crois qu'il est tout à fait dans l'ordre qu'un simple député cherche à analyser la situation telle qu'elle existe aujourd'hui, et telle qu'elle pourra devenir plus tard. Nous connaissons le présent alignement des puissances en conflit, mais la Russie demeure toujours le grand point d'interrogation en Europe. Chacun se demande ce que la Russie fera en définitive, et personne n'a pu jusqu'ici fournir de réponse à cette question. Cependant, certains sont d'avis qu'au cas où l'U. R. R. S. ferait cause commune avec l'ennemi, la présente guerre se prolongerait indéfiniment, et c'est pourquoi nous devrions prendre les mesures nécessaires pour protéger notre peuple au point de vue financier.

Personne ne sait ce qui se produira, mais j'estime que nous aurions avantage à nous souvenir des avertissements que nous a donnés à plusieurs reprises le premier ministre, ainsi que des déclarations formulées par M. Eden, pas plus tard qu'hier encore. L'on nous a dit que nous sommes engagés dans une guerre qui n'a d'autre objet que l'écrasement définitif et total de l'hitlérisme. Ce n'est pas une faible tâche, et je crois que nous mettrons beaucoup de temps à y réussir à moins que l'on ne décrète immédiatement la conscription générale de toutes nos ressources. Voilà, à mon sens, le seul moyen de porter un coup rapide et décisif à l'ennemi.

Au cours de son exposé budgétaire, cet après-midi, le ministre du Revenu national a déclaré qu'il n'y avait que trois moyens de se procurer de l'argent, savoir, les impôts, les